

RENDU EXECUTOIRE LE

**2 6 JUIL. 2022**

DEPARTEMENT DE LA VIENNE



Envoyé en préfecture le 26/07/2022

Reçu en préfecture le 26/07/2022

Affiché le

**SLOX**

ID : 086-228600011-20220726-22\_A\_DGA FMN\_057-AR

**ARRETE N° 2022-A-DGA FMN-057**

en date du 26 juillet 2022

portant délégation de fonctions  
à Monsieur Gilbert BEAUJANEAU  
Vice-Président du Conseil Départemental,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.3221-3, L.3221-11 et L.3221-13,

VU la délibération du Conseil Départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 relative à l'élection du Président du Conseil Départemental,

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 :**

Délégation de fonctions et de signature est accordée à Monsieur Gilbert BEAUJANEAU, Vice-Président du Conseil Départemental, Président de la Commission des Routes et des Mobilités, en cas d'absence du Président du Conseil Départemental, pour l'ensemble des actes concernant ce secteur, à l'exception :

- des rapports soumis à délibération du Conseil Départemental ou de sa Commission Permanente,
- des délibérations du Conseil Départemental ou de sa Commission Permanente,
- de tous actes et documents concernant l'Association Voie rapide 147-149 et l'association SOLIHA Vienne.

**ARTICLE 2 :**

Le présent arrêté abroge l'arrêté N° 2021-A-DGAFM-0017 en date du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert BEAUJANEAU, Vice-Président du Conseil Départemental.

**ARTICLE 3 :**

Le Président du Conseil Départemental est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département [lavienne86.fr](http://lavienne86.fr), transmis au Représentant de l'Etat dans le Département et notifié à l'intéressé.

Envoyé en préfecture le 26/07/2022

Reçu en préfecture le 26/07/2022

Affiché le

 SLO

ID : 086-228600011-20220726-22\_A\_DGAFMN\_057-AR

#### **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai de deux mois à compter de sa date exécutoire. Un recours contentieux peut également être porté contre le présent arrêté devant le Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)), dans un délai de deux mois suivant sa date exécutoire, le recours gracieux auprès du Président suspendant ce délai.

Fait à Poitiers, le 26 juillet 2022

Le Président du Conseil Départemental,  
Alain PICHON